

Dans ce quatrième article d'une série consacrée à la situation politique en Grande-Bretagne, Thierry Labica poursuit son analyse de l'offensive politique contre Jeremy Corbyn au sein du Labour Party depuis son accession à la tête du parti.

À (re)lire les trois précédents articles :

[Détruire l'ennemi \(I\) : les conservateurs et les forces médiatiques](#)

[Jeremy Corbyn, le contretemps. Sur la crise du parti travailliste britannique en 2016](#)

[Référendum en Grande-Bretagne sur l'UE : le groupe parlementaire travailliste, ou un certain goût du désastre](#)

La brique, la clé, le train[1], furent autant de manœuvres directement liées à la campagne interne pour la direction, campagne engagée dans un climat d'agressivité verbale extrême. Pour l'éditorialiste du *Guardian*, Polly Toynbee, Corbyn représente la racaille (« *rabble* »)[2] ; pour Nick Cohen, autrefois critique très acerbe du New Labour[3] (et toujours dans le *Guardian*), la nouvelle direction travailliste est aux mains d'un ramassis « d'assassins » qui font régner une « puanteur cadavérique autour » du parti.[4] Une série d'attaques personnelles contre d'autres collègues journalistes notamment (Seumas Milne, Paul Mason) aboutissent au diagnostic selon lequel « le climat délétère » montre que « le corbynisme a des conséquences sociopathiques » (« *Corbynism has sociopathic consequences* »), qu'il est héritier des « communistes marxistes » des années trente et donc d'une inspiration « totalitaire » dont personne ne veut (l'extrême-gauche exceptée).

Plus audacieux encore furent les propos du riche donateur du parti travailliste, Michael Foster. Sa très ample contribution au parti (400 000 livres sterling) dans le cadre de la dernière campagne législative a certainement dû lui paraître mal récompensée et nul doute qu'il s'est alors jugé très amplement habilité à le faire savoir. On reste cependant surpris du choix de certains termes et certaines analogies pour une personne soucieuse, certes comme un certain nombre d'autres, de préserver un esprit de modération que malmènent « ces opinions politiques étrangères à ce pays », et cette « absence de respect pour l'Etat de droit ». Ces arguments, et d'autres de même nature, expliquent pourquoi Foster, le modéré, « méprise Jeremy Corbyn et ses troupes d'assaut nazies »...[5] Foster devait-il sérieusement s'étonner d'attirer la polémique sur sa personne après avoir lancé une action en justice pour que Corbyn n'ait pas le droit de se présenter à nouveau à la direction d'un parti qui l'avait largement élu moins d'un an plus tôt ?

Vers le politicide travailliste : éliminer Corbyn, modérément

La brique et la clé remplirent deux fonctions, dans ce contexte, que l'épisode de l'action en justice menée par Michael Foster illustre déjà en partie. La première, et la plus urgente, fut de justifier, d'abord, la décision prise au sommet d'imposer la suspension officielle de l'activité des sections du parti, puis l'élimination d'un secteur de cet électorat travailliste ayant manifesté son souhait de reconduire Corbyn à la direction, ou simplement susceptible de le faire. Rappelons la séquence qui précéda cet épisode.

Suite au résultat du référendum sur l'UE, le parti parlementaire travailliste (PLP) a d'abord tenté de susciter le départ de Corbyn en votant très majoritairement une motion de défiance (170 -40) contre celui-ci. Cette motion fut immédiatement suivie d'une série de démissions de membres de son gouvernement d'opposition. L'argument alors avancé par les milieux travaillistes les plus

institutionnels consistait à dire ou à prétendre qu'en l'absence de soutien du parti parlementaire, la direction devait démissionner, ce, dans un déni sans fard de l'expression de masse des diverses composantes de la base du parti. Environ 170 membres du Labour avaient vocation à primer sur les centaines de milliers d'électeurs de base. Il faudra revenir sur la conception historique de la « démocratie » qui sous-tend cette position collective et parait la rendre recevable. Dans l'immédiat : Corbyn refusa la démission qu'il s'agissait de lui imposer, considérant que son mandat tirait sa légitimité d'une base qu'il ne pouvait simplement pas trahir.

Le Comité exécutif national (NEC) envisagea alors d'empêcher Corbyn de se représenter à la nouvelle élection pour la direction du parti. Dans le parti, on tenta de faire valoir des règles qui n'avaient plus cours depuis longtemps et qui auraient contraint le sortant à recevoir à nouveau des parrainages de ces mêmes parlementaires déjà employés à le chasser. Il parut surprenant de voir alors l'ancien dirigeant travailliste Neil Kinnock venir expliquer à la télévision, en sage, les détails d'un fonctionnement interne obsolète. Le NEC dut se résoudre à autoriser Corbyn à figurer sur le bulletin de vote.

Mais au-delà des questions formelles relatives aux règles internes du parti, les instances du parti considèrent sérieusement l'idée selon laquelle l'unité et l'intégrité du parti seraient restaurées et la légitimité et la crédibilité électorale d'un.e candidat.e renforcées, en permettant une nouvelle élection dont serait préalablement exclu le dirigeant en poste, porté moins d'un an plus tôt à sa tête par une très large majorité de suffrages. On doit admettre un peu de perplexité devant l'incapacité, au moins apparente, à s'interroger sur les conséquences désastreuses qu'un tel coup de force bureaucratique, mené officiellement et publiquement, au nom de formalités elles-mêmes n'ayant plus cours, ne manquerait de produire. Unite, le plus grand syndicat britannique (et irlandais), tout en acceptant à regret le lancement d'un nouveau processus électoral interne, s'inquiéta, dans un communiqué du 12 juillet, que les instances travaillistes puissent avoir recours à un « expédient sordide ». Le droit de Corbyn à se présenter à nouveau fut reconnu. Ce qui incita donc le donateur Michael Foster à porter l'affaire devant la justice, en vain.

On en arrive alors à l'épisode mentionné précédemment ; le NEC décida (le 12 juillet) qu'il fallait avoir rejoint le parti depuis au moins six mois (donc depuis le 12 janvier) pour avoir le droit de voter. Cette disposition interdisait donc à 130 000 nouveaux membres d'exercer leur droit de vote dans cette élection interne. Il parut aller universellement de soi que ces nouvelles adhésions étaient autant de soutiens à Corbyn, d'autant que la majorité d'entre elles eurent lieu peu après le résultat du référendum européen et le début de l'offensive du parti travailliste parlementaire. Il est donc tout à fait clair qu'il s'agissait d'adhésions pro-Corbyn. Le NEC paraissait cependant sous-estimer le fait que sur la page d'accueil du site du parti travailliste, il était clairement stipulé que les nouveaux membres auraient le droit de participer au scrutin interne. En décidant finalement que seules les adhésions antérieures au 12 janvier 2016 permettraient une participation au vote, le NEC se rendait à la fois coupable de rupture de contrat et de publicité mensongère.

En outre, comme le rappelait un secrétaire de section dans un courrier au NEC, il est surprenant de voir le NEC prétexter d'un nécessaire allègement des tâches administratives[6] du parti pour justifier d'une mesure d'élimination qui, elle, exposait ce même parti à des dizaines de milliers d'actions en justice.[7] Les démarches en justice furent entamées contre cette disposition tandis qu'au même moment, le NEC annonçait qu'une fenêtre de deux jours allait être disponible, du 18 au 20 juillet, pour permettre les inscriptions en vue de participer au vote. Mais cet enregistrement qui ne coûtait que 3 livres un an plus tôt fut fixé à 25 livres. L'augmentation du tarif (+700%) pour les « registered supporters » fut souvent comprise comme une mesure de dissuasion des participant.e.s potentiel.les de conditions plus modestes jugé.e.s un peu trop susceptibles de soutenir l'actuelle direction (et incidemment, cette mesure confirmait qu'en dépit de l'argumentaire habituel, l'électorat de Corbyn ne se limitait pas aux franges urbaines aisées, déconnectées des dures réalités

A l'annonce de cette hausse du tarif de participation, plusieurs milliers de personnes rejoignirent le syndicat Unite qui proposait, par son intermédiaire, une inscription à moindre coût. Le NEC décida alors immédiatement d'aligner les syndiqué.es sur la règle générale qu'il avait édictée deux jours plus tôt dans le but déclaré de dissuader la participation de personnes n'adhérant pas aux valeurs du labour de manière sincère.

Toutefois, les 25 livres et les deux jours d'inscriptions ne parvinrent pas à endiguer un afflux de participant.es pour le moins exceptionnel : plus de 183 000 personnes s'enregistrèrent au cours de ces seules 48 heures, soit, comme on l'a souvent relevé, un excédent de 80000 personnes par rapport aux inscriptions de l'année précédente (qui s'étaient étalées sur plusieurs semaines), et plus que la totalité des effectifs du parti conservateur au pouvoir.

Enfin, contre l'interdiction de vote des 130 000 adhérent.es de moins de six mois, la justice donna d'abord gain de cause aux plaignants, le 8 août. Cet acquis resta cependant de courte durée : le NEC fit appel de la décision et obtint gain de cause quatre jours plus tard. Cette purge d'un nombre important de pro-Corbyn allait se poursuivre à travers le travail de supervision des adhésions récentes et d'exclusions ciblées. Les personnes qui avaient appartenu à une autre formation politique au cours des années précédentes pouvaient être jugées s'exclure « d'elles-mêmes ». Le parti tira également un filet de pêche à travers les réseaux sociaux à la recherche de mots-clés (« traître », « jaunes »...) permettant d'éliminer des individus dont on estimait que les propos et le ton n'étaient pas conformes aux règles de civilité que le parti souhaite promouvoir.

Parmi les exemples les plus visibles, il y eu le cas du dirigeant du syndicat BFAWU (Bakers, Food and Allied Workers Unions), Ronnie Draper, dont le motif d'exclusion ne fut pas spécifié. L'arrière petit neveu de Clement Attlee (le Premier ministre travailliste qui inaugura l'Etat providence d'après-guerre), fut exclu pour un tweet favorable au sortant, ce, après quarante années d'adhésion au parti.[8] Les évaluations du nombre réel des exclu.es peuvent varier grandement.[9] Le climat dans le parti depuis un an donne un certain crédit aux estimations pessimistes. Et les procédures en justice ayant finalement conduit à l'élimination de 130 000 nouveaux membres généralement présumés pro-Corbyn ne laissent aucun doute quant à l'ardeur avec laquelle fut entrepris le nettoyage politique du parti.

Le NEC de plus en plus ultra

Les mesures prises par le NEC ne s'arrêtèrent pas là. Au lendemain du l'épisode de la brique, il fut décidé que les réunions des branches et sections locales du parti étaient formellement suspendues jusqu'au vote, ce à titre préventif suite aux accusations d'intimidation et de harcèlement dont la brique devint l'emblème national. Seules furent autorisées les réunions des sections des circonscriptions destinées à la désignation du candidat choisi par les adhérents des sections (ou en cas d'élections partielles ou municipales). Les votes locaux des assemblées d'adhérent.e.s, pour désigner des délégués de sections ou pour élire des camarades à diverses responsabilités au sein du parti durent s'interrompre et certains furent invalidés alors même qu'ils avaient précédé cette annonce.

Dans son courrier aux instances du parti, Mike Sivier évoque l'exemple de la section de la circonscription de Brighton et Hove[10], suspendue, et ses décisions invalidées, alors qu'elle s'était réunie *avant* la date fixée pour l'interruption de l'activité locale. Au cours de cette réunion, les adhérent.es émirent un vote majoritaire de soutien au sortant. Dans le même temps, Owen Smith,

l'opposant de Corbyn, faisait savoir que les responsables de sa section de circonscription (Pontrypridd, au Pays de Galles) avaient publié un communiqué de soutien à sa candidature *après* la décision du NEC. Ce cas de deux poids deux mesures était lui-même à la mesure d'une fébrilité généralisée dans l'élite du parti devant la multiplication des expressions de soutien à Corbyn dans les sections locales, en défiance directe et formelle d'un travaillisme des élu.es, celui-là généralement bien décidé à évincer Corbyn.

On vit ainsi la base du parti se prononcer très majoritairement pour le sortant dans la section même de sa première opposante, Angela Eagle. Il devait en aller de même pour Kate Green, députée d'une circonscription du Grand Manchester et parmi les démissionnaires du cabinet de Corbyn dans lequel elle était secrétaire d'Etat fantôme chargée des femmes et des inégalités. Début août, la section de la circonscription de Kate Green se prononça majoritairement (72-46) en faveur de Corbyn, soit quelques jours seulement après avoir accepté de devenir la directrice de campagne d'Owen Smith. En Ecosse, la dirigeante du labour, Kezia Dugdale se prononça pour Smith quand, là encore, la majorité des sections des circonscriptions écossaises avaient exprimé leur soutien à Corbyn (24 - 15). D'une manière générale, on vit 600 élus locaux travaillistes - environ un sur dix - appeler publiquement à sa démission[11], fin juin, (246 firent l'inverse) tandis que 285 sections de circonscriptions (sur 388) se prononcèrent en sa faveur dans une rupture horizontale quasi complète du labour.

Enfin, le NEC lui-même devint le théâtre d'après rapports de forces internes. Fin juillet 2016, la gauche du parti remportait deux sièges supplémentaires au sein de cette instance où elle détenait maintenant une courte majorité. La gauche du parti commençait ainsi à être représentée dans ces échelons supérieurs dont le rôle de contrôle stratégique sur la vie du parti s'était nettement renforcé au cours des années Blair (au détriment des grandes composantes organisées, en particulier syndicales, du Labour). La tentative du NEC visant à empêcher Corbyn de participer à la nouvelle campagne pour la direction du parti venait juste d'illustrer l'urgence qu'il y avait à intervenir à ce niveau organisationnel.

Pour l'opposition à Corbyn, il fallait endiguer l'expression de la base du parti maintenant dans ses instances. La chose fut faite au lendemain de la réélection de Corbyn à la fin septembre 2016 avec la mise en œuvre du projet d'une plus grande autonomie pour le labour écossais et le labour gallois. Ce projet visait à aligner enfin ces partis, en Ecosse et au Pays de Galles, sur la logique de dévolution[12]. Il leur serait alors permis de ne plus apparaître comme de simples succursales d'une direction londonienne mais bien comme des entités politiques détentrices de la maîtrise de leurs projets politiques spécifiques dans les conditions politiques et institutionnelles nouvelles engendrées par le processus de dévolution. Chacun de ces partis devaient maintenant pouvoir siéger au NEC.

La question était alors de savoir comment serait choisie cette représentation: par élection ou par nomination. Cette seconde option fut choisie et les dirigeants nationaux des deux partis pourraient donc nommer leur représentant au NEC. En Ecosse, Kezia Dugdale, après avoir relayé les thèmes du manque de crédibilité électorale de Corbyn et soutenu Owen Smith, décida de nommer sa propre personne pour siéger au NEC. Pour le labour gallois, Carwyn Jones, qui est aussi le Premier ministre du parlement gallois, nomma l'élu de l'assemblée du Pays de Galles Alun Davies qui avait déclaré, lors de la première campagne pour la direction du parti que l'élection de Corbyn « serait un désastre électoral absolu pour le parti travailliste au Pays de Galles comme ailleurs ». Ces deux nominations ont donc permis de remettre Corbyn en minorité au sein du NEC, le lendemain même de sa réélection avec une légitimité accrue (61,8 % des presque 510 000 participant.es à ce vote) et au moment où l'on parvenait presque à feindre de s'accorder pour sortir de la crise qui déchirait le parti depuis plus d'un an.

Pour résumer, les instances et les élu.e.s du parti n'étant pas parvenus à se débarrasser de la

nouvelle direction, elles tentèrent de se débarrasser des adhérents et procédèrent à l'isolement de leur candidat au sein de ses instances dirigeantes nationales. A l'évidence, il semble y avoir plus d'urgence à mener la lutte au sein du parti qu'à s'attaquer au gouvernement en place. Cela n'a rien de si paradoxal, comme on aura l'occasion de le comprendre.

Liquider le contenu : la fille « du Nord » et le lobbyiste pharmaceutique

On vient de voir quel genre de mesures devenaient possibles au prétexte d'incivilités graves dont « la brique » (du côté de la base) et « la clé » (du côté de la direction) proposaient la dramatisation exemplaire. On en vient alors à la deuxième fonction de ces anecdotes (brique, clé, train) aussi édifiantes que fabriquées : contourner par toutes les voies possibles toutes discussions de contenus politiques et programmatiques au profit d'une seule, focalisée sur la compétence de direction (« *leadership* »).

Comme on a déjà eu l'occasion de le suggérer, la campagne anti-Corbyn, ou le « tout sauf Corbyn », dans sa quasi intégralité, porta et continue de porter sur une affaire de capacité à diriger, rassembler, communiquer et à se faire élire. Pour tout un secteur de l'offensive anti-Corbyn, le seul problème que poserait apparemment ce dernier serait celui de son « éligibilité » et de son « *leadership* », à croire que le consensus serait fort sur « le reste ». C'est alors précisément sur ces thèmes que ses adversaires déclarés, depuis le Brexit, présentèrent leur candidature. On a déjà évoqué le cas d'Angela Eagle et de l'incapacité répétée de celle-ci à expliciter ses différences d'orientation avec son concurrent sortant, en lieu et place de quoi, la candidate à la direction affirma encore et encore sa volonté d'unir le parti pour gagner en 2020, tout en rappelant son profil biographique de « femme *du nord* » offert en contrepoint implicite à la trajectoire politique personnelle d'un élu londonien de longue date qui, par nature, ne comprendrait pas grand-chose de l'authenticité ouvrière qui est « *du nord* » dans le récit national classique.

Les choses parurent se compliquer pour Angela Eagle lorsque, lors d'un entretien à la BBC, la journaliste et auteure Rachel Shabi (connue aussi pour son soutien à Corbyn) lui posa la question suivante :

Pourquoi, cette fois-ci, compte tenu du genre de programme que vous défendez et des orientations politiques qui ont été les vôtres - pour la guerre en Irak, contre l'enquête sur la guerre en Irak, pour l'augmentation des frais d'inscription à l'université, votre abstention sur le projet de réforme [du gouvernement conservateur] de la protection sociale...

[A. Eagle l'interrompt]... on dirait que vous être en train de lire un de ces sales petits messages qui circulent sur twitter..

[R. Shabi] ça n'est pas mon intention... je me demande simplement pourquoi ce serait différent cette fois-ci.

Angela Eagle lui rappela alors deux votes contre des mesures des conservateurs, outre le fait qu'elle fut toujours l'élue « loyale » d'un parti auquel elle appartient « depuis quarante ans ». Ce qui, pour beaucoup, sembla peu. A l'évidence, et si l'on ne le savait pas encore, l'historique parlementaire d'Angela Eagle comportait tous les principaux motifs qui ont conduit des centaines de milliers de membres à rompre avec leur parti depuis le début des années 2000. Le résultat du vote interne de septembre 2015 aurait pourtant dû servir d'avertissement : A. Eagle qui avait été candidate à la

direction adjointe n'avait alors remporté que 16,2 % des suffrages du parti, loin derrière Tom Watson. Entre temps, aucune occasion particulière n'était venue modifier et accroître la stature de la « nouvelle » candidate à la direction et dans tous les cas, A. Eagle était d'emblée loin d'être en posture favorable pour émerger en future « gagnante » dans le parti et dans le pays. Il fallait donc qu'apparaisse un autre candidat de l'unité, libre d'un héritage aussi rédhibitoire.

Owen Smith apparut d'abord comme concurrent d'Eagle qui devait bientôt se retirer de la course. Là où la carrière et le profil d'Angela Eagle inscrivait celle-ci dans le genre de continuité avec laquelle une majorité d'adhérent-es avaient souhaité rompre, Owen Smith serait, pour sa part, libre d'offrir un Corbynisme-bis, mais *en plus radical*. Smith lança sa campagne en se réappropriant le discours de la nouvelle direction qu'il voulait néanmoins débarrasser de son tour velléitaire, ou « protestataire », pour y injecter cette froide efficacité politique et pratique dont il jugeait le sortant incapable. Smith voulut apparaître comme le second candidat anti-austérité et se présenta sous les traits d'un vigoureux promoteur de la cause, non pas du *travaillisme*, mais bien, du *socialisme*, et plus exactement, de rien moins que d'une « révolution socialiste effective et lucide ».

En prononçant son premier discours à Orgreave, près de Sheffield, Smith mobilisa le lieu le plus emblématique de la grande grève des mineurs contre le gouvernement Thatcher de 1984-1985. Sans doute celles et ceux qui s'étaient tourné.es vers Corbyn allaient trouver en la personne d'Owen Smith le compromis idéal de crédibilité électorale et de combativité politique au service du monde du travail et de la lutte contre des inégalités de plus en plus grotesques. Les échelons supérieurs du parti apportèrent sans tarder leur soutien au candidat enfin trouvé de l'unité et de la crédibilité électorale.

On comprit cependant bien vite aussi que le candidat de la « révolution socialiste » était bien la même personne qui quelques années plus tôt avait œuvré comme lobbyiste pour le compte de grands groupes pharmaceutiques (Pfizer, Amgen) et qui, en cette qualité, avait défendu les partenariats public-privé, la privatisation de secteurs du service de santé nationale et mis en garde contre les conséquences néfastes du recours aux génériques pour l'activité de l'industrie pharmaceutique.

Smith participa au financement par Pfizer du groupe blairiste, Progress, consacré à la promotion des financements privés (Public Finance Initiatives) de services publics et à la privatisation de la santé. Le même Owen Smith avait défendu les city academies lancées par Blair à partir de 2002 et ouvrant en grand les portes aux investisseurs privés dans le secteur éducatif. Et toujours aux antipodes des marqueurs de la gauche britannique à laquelle il avait emprunté son répertoire, Smith a toujours soutenu Trident, le grand programme nucléaire national. Enfin, en août 2015, le candidat de la révolution socialiste et de la lutte contre les inégalités a fait partie de cette large majorité de parlementaires travaillistes qui ont jugé opportun de ne pas faire opposition à la « réforme » de la protection sociale du gouvernement Cameron.

Avant d'y revenir un peu plus en détail, rappelons simplement que cette réforme décidait d'un abaissement du plafond des allocations, de l'abolition des objectifs de réduction de la pauvreté infantile, de coupes budgétaires dans le crédit d'impôt lié au nombre d'enfants à charge, dans les allocations chômage et aux personnes handicapées, et dans les aides au logement pour les jeunes.

Ce qui surprend encore dans la candidature de Smith, c'est qu'on ait pu imaginer que ses positions ne seraient pas rapidement mises en regard de sa tentative soudaine de réinvention politique « radicale », et même « révolutionnaire ». Plus étrange encore fut alors son affirmation, dès son entrée dans la course pour la direction du parti : « *Austerity is right* », affirmation suivant de quelques instants seulement le rappel qu'« Angela et moi partageons les mêmes principes socialistes ». L'embarras d'Angela Eagle, alors encore candidate, et présente dans le même

programme TV d'entretiens de la BBC, contraint celle-ci à immédiatement reprendre : « Nous sommes d'accord pour être anti-austérité... Nous sommes d'accord pour être anti-austérité » [13].

Il y a de bonnes raisons de considérer que l'on atteint avec Smith une forme particulièrement caricaturale d'un néo-travaillisme déjà décrépité. Smith, l'ancien lobbyiste de l'industrie pharmaceutique, lança sa campagne comme on positionne une marque : Corbyn a du succès sur le terrain de l'anti-austérité ? Il faut alors le concurrencer sur le terrain le plus porteur, quel qu'il soit et quelles qu'aient été les positions antérieures. Pour ce faire, Smith alla d'ailleurs jusqu'à choisir, pour directeur de campagne, un certain John Lehal, communicant bien établi au sein du labour et lobbyiste d'entreprises commerciales de services de santé, travaillant pour Pfizer ou Novartis [14]. Pouvait-on être plus grossièrement immergé dans cette « com' » qui fut le nerf du blairisme et qui participe si efficacement au discrédit et à la liquidation des contenus politiques ? Mais outre l'opposition infra-politique à Corbyn lui-même, il y a, à travers ces candidats de rechange, l'idée que se fait le travaillisme parlementaire de la base du parti en évolution et en expansion rapides depuis l'été 2015.

Notes

[1] Voir les articles précédents sur la situation politique en Grande-Bretagne.

[2] <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/jul/20/theresa-may-first-pmq-prime-minister-questions-panel>

[3] Qui ne l'empêcha nullement de soutenir la guerre de Blair en Irak, cette catastrophe sans fin à l'origine, entre autres, d'un effondrement massif des effectifs du parti.

[4] Nick Cohen, « Labour has the stench of death - meet the killers », *The Guardian*, 17 juillet 2016. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/jul/16/>. La surenchère polémique de ce texte, dépourvue de la moindre analyse de contexte et d'interprétation de l'émergence d'une gauche travailliste aujourd'hui, paraît elle-même troublante. Contre des « assassins », coupables de « misogynie, d'homophobie, d'antisémitisme, de menaces de mort, de menaces de viol et de théories de la conspiration délirantes » (sic), quel type de mesures d'urgence devraient s'imposer ? Les plus « énergiques », sans doute. Venant d'un partisan de la guerre d'Irak, cependant, il faut présumer que Nick Cohen a sa propre expertise en matière de sociopathie, de mensonges d'Etat, et de destruction humaine et sociale chroniques. On ne peut donc lui contester une forme de maîtrise du sujet.

[5] « Why I despise Jeremy Corbyn and his Nazi stormtroopers, by Jewish Labour Donor Michael Foster », *Mail on Sunday*, le 14 août 2016. <http://www.dailymail.co.uk/debate/article-3739516/>. En signalant que Foster est un « donateur juif » du labour dans le titre même de l'article, on comprend qu'il s'agit là encore de renouveler la série d'accusation d'antisémitisme lancée un an plus tôt et de la mettre cette fois au service explicite du soutien à Owen Smith à cinq semaines du nouveau scrutin pour la direction du parti.

[6] De contrôle des adhésions en vue de prévenir les pratiques d'entrisme.

[7] Mike Sivier, « My letter to Labour over the corruption of the leadership contest », 15 juillet 2016, <http://voxpolygononline.com/2016/07/15/>

<http://www.thecanary.co/2016/09/13/nec-wants-pay-34000-year-help-purge-labour-party-members/>

[9] Une proportion insignifiante (0,5 pour cent) pour les instances du parti chargées de vérifier la recevabilité des nouvelles électrices et électeurs ; pour toutes celles et ceux qui observent la succession ininterrompue de manœuvres hostiles depuis plus d'un an, une tendance lourde à l'image d'une élite bureaucratique se comportant en véritable propriétaire du parti.

[10] Qui se trouvait être la plus grande section de circonscription du parti.

[11] Un certain nombre d'élu.es eurent à déplorer l'utilisation d'une signature qu'ils ou elles n'avaient pas donnée. « Labour councillors are having an almighty row over anti-Corbyn letter », 1er juillet 2016, <https://www.buzzfeed.com/emilyashton/>

[12] La dévolution désigne le transfert partiel de pouvoir législatif du parlement de Westminster, à Londres, vers des parlements semi-autonomes en Ecosse et au Pays de Galles, suite aux référendums de 1997 dans ces deux pays.

[13] BBC news, 17 juillet 2016, "Labour leadership: labour 'too timid' on tax' - Owen Smith"
<http://www.bbc.com/news/uk-politics-36818050>

[14] « Big pharma lobbyist at the heart of Owen Smith campaign team », 22 juillet 2016
<http://labour-uncut.co.uk>